



# le monde libertaire

rédaction  
administration  
3 rue Fernaux  
75011 Paris  
805 34 08  
ccp publico  
11289 15 Paris

Organe de la Fédération Anarchiste

N° 258 JEUDI 2 MARS 1978 3 F

hebdomadaire

## Editorial

**Q**UAND les promesses se multiplient, quand les petites phrases sont l'objet de commentaires ici et là, quand les politiciens se font de plus en plus verveux et que leurs discours inspirent du dégoût ou de la rigolade, on peut dire que la campagne électorale est lancée, bien lancée.

Il y a un an, lorsque les communistes avaient proposé le SMIG à 2400 F., tout le monde, y compris les socialistes, avait crié à la catastrophe économique: Rocard parlait de faillite pour plusieurs centaines d'entreprises, Barre et les siens tenaient le même langage. Puis, François Mitterand aidé par ses conseillers économiques, Attali et Rocard principalement, se rangea sur la proposition communiste: le SMIG à 2400 F, d'accord. Dans un débat télévisé opposant Bonnet et Defferre, le ministre de l'intérieur ne manqua pas de soulever cette contradiction: comment ce qui pouvait être utopique il y a six mois devenait pleinement réaliste aujourd'hui? L'argument de Defferre fut d'un haut niveau: vous inquiétez pas, au PS on a des économistes sérieux et on a beaucoup réfléchi avant de prendre cette décision. Bonnet avait rigolé, un peu trop vite. Jean-Jacques Servan Schreiber, Raymond Barre, à leur tour, jugent les propositions communistes intéressantes, ils viennent de se prononcer pour le SMIG à 2400 F.

C'est à n'y rien comprendre, mais c'est comme cela. L'exemple du SMIG est à lui seul révélateur de la pourriture dont sont atteints nos politiciens. Si chacun propose la même chose, comment l'électeur pourra-t-il alors choisir? Un SMIG communiste à 2400 F. ou un SMIG gaulliste à 2400 F.? Un atome de gauche ou un atome de droite? Une entreprise nationalisée dans laquelle le patron sera l'Etat ou une entreprise privée dirigée par des actionnaires dans lesquelles nous connaissons toujours nos cadences infernales, nos petits chefs et nos cadres? Nous pourrions continuer longtemps à user de ce petit jeu des comparaisons. Mais quand on demande aujourd'hui à l'électeur de faire un choix, on se moque de lui. En restant dans la logique capitaliste, en restant dans les institutions de 1958 bâties sur un coup d'Etat, il n'y a pas de choix à faire, il y a un combat à mener.

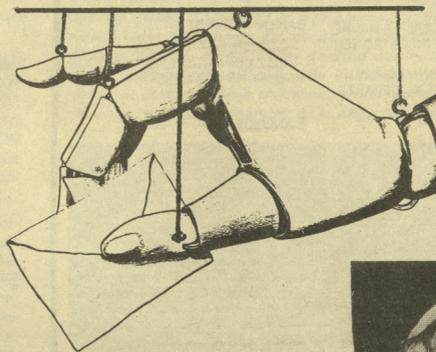
Il n'est pas faux de dire que le ras-le-bol des promesses politiques est profond et qu'il existe dans ce pays une force à potentialité libertaire qu'il est important d'organiser. Les Renseignements généraux viennent de déclarer à la presse qu'un million quatre cent mille personnes en âge de voter ne sont pas inscrits sur les listes électorales. Quand on y ajoute les bulletins blancs et le total des abstentions, cela nous donne un chiffre énorme. Se contenter de ces chiffres n'est en tout état de cause guère satisfaisant, il reviendrait simplement à dire que ceux qui ne croient pas aux vertus électorales obtiennent tel pourcentage.

Avoir un discours antiélectorale ne signifie pas rester chez soi bien chaudement dans ses pantoufles. Dans les entreprises, dans les quartiers, il faut partout répéter que seule la lutte est synonyme de victoire. Quand tous ceux qui n'iront pas aux urnes le 19 mars auront compris cela, alors le combat pour une société communiste libertaire aura franchi un grand pas.

### FERNANDO CARBALLO DE NOUVEAU EMPRISONNÉ

La joie qu'avaient éprouvée nos camarades espagnols de la C.N.T. et tous les anarchistes du monde qui avaient rendu compte du calvaire supporté par notre camarade Fernando Carballo, lors de sa mise en liberté au début de l'année passée, aura été de courte durée. Un an après, en effet, Fernando Carballo est à nouveau emprisonné. La «démocratisation» du régime espagnol ne semble pas s'accommoder de la présence de la grande centrale anarcho-syndicaliste et de ses militants envers lesquels ce régime multiplie les provocations et les persécutions.

Fernando Carballo, aujourd'hui âgé de 52 ans, a passé la moitié de sa vie dans les prisons du franquisme. Le changement de couleur d'un régime qui l'enferme à nouveau lui est aujourd'hui une mince consolation. Les régimes se suivent, les prisons restent... pour les anarchistes.



### Répression des objecteurs

## Premier pas vers une restructuration du service national

**D**EPUIS le mois de septembre 1977, les objecteurs sont l'objet d'une répression accrue! Nous sommes 2500 à refuser de rejoindre nos affectations autoritaires sous la réglementation paramilitaire du décret dit de Brégançon. Ce refus s'inscrit dans le cadre de la lutte contre la militarisation croissante de la société capitaliste. En 5 mois, 70 procès ont eu lieu, plus que sur les 5 années écoulées.

On ne peut s'empêcher de mettre en parallèle cette vague de répression avec les nombreuses propositions de restructuration du service national, lancées par diverses composantes de l'actuelle majorité.

La politique de défense s'oriente vers une sophistication toujours plus poussée des armements. La priorité longtemps donnée au développement de la force de frappe nucléaire a accentué un malaise de la jeunesse et de l'opinion publique vis à vis du rôle du service national. Ainsi, pour faire face à cette crise de confiance, certains secteurs de la majorité actuelle veulent-ils adapter ce dernier.

Il s'agit de conformer l'obligation militaire à la modernisation des techniques d'armement et d'emploi tout en maintenant son rôle d'embranchement par des structures plus appropriées

qui, comme par hasard, s'intègrent opportunément dans l'actuelle crise économique quand il est par exemple nécessaire de masquer le chômage.

Le moyen est tout trouvé: instaurer une «quatrième voie» au service national. L'idée n'est pas nouvelle.

Depuis les chantiers de jeunesse du Maréchal de 1940, ils sont nombreux les projets ayant vu le jour! Le projet Missoffe visait après mai 68 à pallier l'insuffisance «intégration» des jeunes à la nation. En 1975, lors de la répression des comités de soldats et des militants antimilitaristes, une refonte du statut des objecteurs a été proposée. La dernière idée est lancée par Paul Dijoud, secrétaire d'Etat à la Jeunesse et au Sport, en septembre dernier, au moment même où commençait la

nouvelle vague de répression contre les objecteurs.

Ce projet s'appuie sur un sondage qui prouverait que les jeunes aspirent à une vie plus collective, plus humaine et plus juste, des rapports non marchands.

Plus de 100 000 jeunes n'effectuent aucun service, ainsi ce service civique permettrait-il de «mettre un terme à l'inégalité choquante» alors que les besoins en effectifs militaires sont moindres. C'est «quarante à cinquante mille places qu'il faut trouver. Il est temps de penser au service national civil» disait un certain Hervé de Charette, responsable des problèmes de défense du PR (*Le Monde* du 16/11/77).

Il y a un an, Yvon Bourges, ministre de la défense, préférait penser à un tel projet plutôt qu'une partie de la jeunesse se trouvait dispensée des obligations du service national. Ainsi des convergences de plus en plus précises se font sur le projet d'une quatrième composante du service national affectant les appelés à des tâches dans et hors des casernes. Hors de la caserne le champ d'appli-

(suite page 5)

FOP 2520

## Liste des groupes de la Fédération Anarchiste

### PROVINCE

AIN : OYONNAX  
 ALLIER : MOULINS  
 ALPES-MARITIMES : NICE  
 AUDE : NARBONNE  
 B.-D.-R. : MARSEILLE - AIX  
 CALVADOS : HEROUVILLE - CAEN  
 DORDOGNE : PERIGUEUX  
 DOUBS : BESANCON  
 Eure-et-Loir : GROUPE BEAUCERON  
 GIRONDE : BORDEAUX  
 ILLE-ET-VILAINE : RENNES  
 INDRE-ET-LOIRE : TOURS  
 ISERE : BOURGOIN  
 LOIRE-ATLANTIQUE : NANTES  
 LOT : GROUPE DEPARTEMENTAL  
 LOT-ET-GARONNE : FUMEL  
 MAINE-ET-LOIRE : ANGERS  
 MANCHE : ST-LO  
 MORBIHAN : LORIENT  
 NIEVRE : NEVERS  
 NORD : LILLE - ROUBAIX - TOURCOING  
 PYRENEES-ATLANTIQUES : BAYONNE  
 BIARRITZ  
 RHONE : LYON  
 HTE-SAVOIE : ANNECY  
 SEINE-MARITIME : ROUEN - LE HAVRE  
 GROUPE ESTUDIANTIN DE ROUEN  
 SOMME : AMIENS  
 VAR : REGION TOULONNAISE  
 YONNE : FEDERATION DEPARTEMENTALE  
 HTE-VIENNE : LIMOGES  
 VIENNE : POITIERS  
 BELGIQUE  
 SUD-LUXEMBOURG

### REGION PARISIENNE

PARIS : 10 groupes répartis dans les arrondissements suivants: 2<sup>e</sup>, 5<sup>e</sup>, 10<sup>e</sup>, 11<sup>e</sup>, 13<sup>e</sup>, 14<sup>e</sup>, 15<sup>e</sup>, 16<sup>e</sup>, 18<sup>e</sup>, 19<sup>e</sup>, 20<sup>e</sup>.

### BANLIEUE SUD

- FRESNES-ANTONY  
 - GROUPE ESTUDIANTIN DE FRESNES-ANTONY  
 - MASSY-PALISEAU  
 - ORSAY-BURES  
 - SAVIGNY SUR ORGE  
 - CORBEIL ESSONNES  
 - BRUNOY ET LIAISON SEINE-ET-MARNE

### BANLIEUE EST

- GAGNY  
 - NEUILLY SUR MARNE  
 - CHELLES  
 - MONTREUIL

### BANLIEUE OUEST

- GROUPE DES YVELINES  
 - ISSY LES MOULINEAUX, MEUDON, BOULOGNE BILLANCOURT

### BANLIEUE NORD

- AULNAY SEVRAN  
 - NORD DES HAUTS DE SEINE  
 - ASNIERES  
 - COURBEVOIE COLOMBES

### LIAISONS PROFESSIONNELLES

LIAISON INTER-ENTREPRISES DES ORGANISMES SOCIAUX  
 LIAISON DES POSTIERS (édite Gestion Directe)  
 LIAISON DES CHEMINOTS (édite Voie Libre)  
 LIAISON DU LIVRE  
 CERCLE INTER-ENTREPRISES DE CALBERSON (Paris 18<sup>e</sup>)  
 CERCLE INTER-BANQUES

### LIAISONS

De l'Aisne, Sisteron, de l'Aube, La Ferté-Macé-Fiers, La Rochelle, Vierzon, Bégard, Lannion, Châteauroux, Amboise, Chinon, Montpellier, Grenoble, Lons-le-Saunier, St-Sever, St-Etienne, La Puy, Nantes, Vendôme, Montoire, Blois, Coutances, Laval, St-Lô, Vannes, Clermont-Ferrand, Strasbourg, Nord Seine-et-Marne, Albert, Nord de la Hte-Vienne, Albert, Brest, Centre-Bretagne.

## Permanences des groupes

Groupe de Marseille: le samedi de 14 h 30 à 17 h au local de «Culture et liberté», 72, Bd. Eugène Pierre, 13005 Marseille.  
 Groupe de Lyon: le samedi de 15 h à 17 h, Palais du Travail (salle 25) à Villeurbanne.  
 Groupe d'Angecy: le 2<sup>e</sup> samedi de chaque mois de 14 h à 17 h, salle St-François, face à l'Hôtel de ville à Angecy.  
 Groupe du Havre: Au Cercle d'Etudes Sociales 16, rue Jules Tellier du Havre, le lundi de 14 h à 19 h, le mercredi de 18 h à 21 h, et le samedi de 18 h à 21 h.  
 Groupe Jacob: le lundi de 18 h à 20 h et le samedi de 14 h à 16 h, au 51, rue de Lappe, Paris 11<sup>e</sup>.  
 Groupe Emma Goldman: le jeudi de 17 h à 20 h et le samedi de 16 h à 18 h, au 51, rue de Lappe, Paris 11<sup>e</sup>.  
 Groupe Louise Michel: tous les samedis de 17 h 30 à 19 h, au 10, rue Robert Planquette à Paris 18<sup>e</sup>.  
 Groupe Berner: le samedi de 14 h à 17 h, au 58, rue des Vinaigriers à Paris 10<sup>e</sup>.  
 Groupe d'Amiens: les seconds et quatrièmes samedis de chaque mois, salle Dewailly à Amiens.  
 Groupe Courbevoie-Colombes: les seconds et quatrième samedis de chaque mois, de 14 h à 17 h, à la MJC de Courbevoie, 184, Bd. ST-Denis à Courbevoie.

PRENEZ CONTACT AVEC NOS GROUPES EN ECRIVANT AUX RELATIONS INTERIEURES PUBLICO - 3, rue Ternaux - 75011 PARIS

Le groupe anarchiste d'Amiens organise  
**VENDREDI 24 FÉVRIER**  
 à 20 h 15  
 un meeting-débat sur le thème  
**LES ANARCHISTES FACE AUX ÉLECTIONS ET EN PARTICULIER FACE À 1978**  
 Ce débat se déroulera Salle Dewailly

Le groupe libertaire La Boétie organise  
**MERCREDI 8 MARS**  
 une conférence-débat  
 Salle du Centre Administratif Place de la Mairie à Asnières sur le thème  
**QU'EST-CE QU'UN GROUPE?**  
 A partir de 20 h 30

Le groupe libertaire Germinal organise  
**VENDREDI 3 MARS**  
 à 20 h 30  
 une réunion-débat  
 Salle du patronage laïc 72, avenue Félix Faure 75015 Paris sur le thème de  
**L'ÉLECTORALISME**

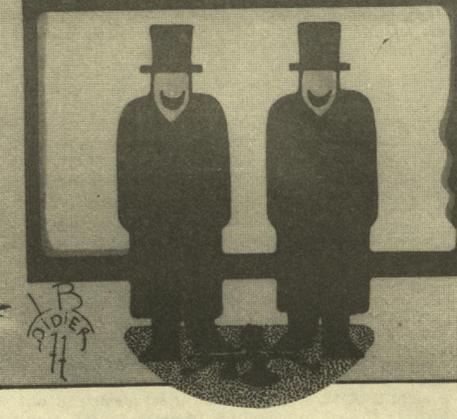
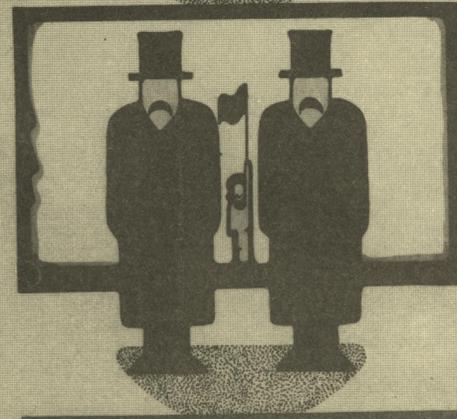
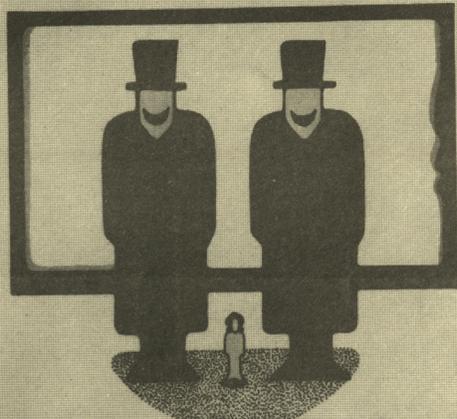
Le groupe libertaire d'Agen organise  
**VENDREDI 3 MARS**  
 à 21 h  
 un meeting-débat sur le thème  
**LE REFUS DES ÉLECTIONS, POURQUOI?**  
 Salle Picasso 10, rue Paul Pons AGEN

La liaison de l'Aube appelle tous les libertaires de la région à la contacter ainsi que les camarades espagnols résidant.

Le groupe anarchiste Emma Goldman (Paris 11<sup>e</sup>) organise  
**SAMEDI 11 MARS**  
 à 20 heures  
 Salle de l'Ageca 177, rue de Charonne Paris 11<sup>e</sup>  
**4 HEURES POUR L'ARGENTINE**  
 Avec la participation du C.O.B.A. (Comité pour le Boycott de la coupe du monde en Argentine) et de la Coordination Libertaire Latino-Américaine Au programme  
 - Montage audio-visuel, historique du mouvement ouvrier argentin et dictature fasciste.  
 - Film sur le boycott.  
 - Débat.  
 - Chansons et musique...  
 - Casse-croûte et boisson.  
**ENTRÉE GRATUITE**

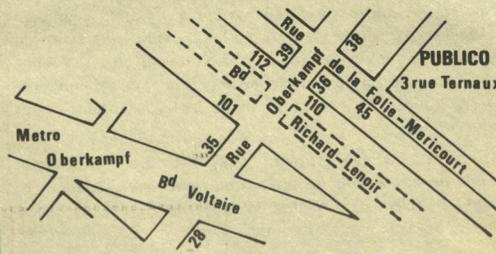
Directeur de la publication Maurice LAISANT  
 Commission paritaire n° 55635 Roto-groupe 78 93 - Saint-Denis  
 Dépôt légal 44 149 - 1<sup>er</sup> trimestre 1977  
 Diffusion SAEM Transport Presse Routage 205 - Publi Routage

## LIBERTE D'EXPRESSION



La librairie Publico est ouverte du mardi au vendredi de 14 heures à 19 heures et le samedi de 10 heures à 19 heures.

## POUR NOUS TROUVER PLUS FACILEMENT



### LE MONDE LIBERTAIRE

Redaction Administration: 3 rue Ternaux 75011 Paris  
 Tel. 805.34.06 CCP Publico 11289 15 Paris

	TARIF	
France	35 F	40 F
3 mois	55 F	40 F
6 mois	65 F	80 F
12 mois	125 F	150 F

Abonnez-vous

### BULLETIN D'ABONNEMENT

Nom ..... Prénom .....

N° ..... Rue .....

Code postal ..... Ville .....

à partir du N° ..... (inclus) Pays .....

Abonnement  Reabonnement

Règlement (à joindre au bulletin):  
 Cheque postal  Cheque bancaire  Mandat lettre

Pour tout changement d'adresse, joindre la dernière bande et 4 F en timbre poste.

## Overdoses mortelles en Belgique

## Sœur Godfrieda, exception monstrueuse... ou symbole ?

DE temps à autre éclate un scandale dans le très saint giron de monde religieux, scandale vite étouffé puisque le Malheur a dit: «Malheur à celui par qui le scandale arrive, mieux vaudrait le précipiter dans les eaux, une pierre au cou».

Qu'on se souvienne d'un de ce curé d'une paroisse de l'Est de la France, évenant sa maîtresse, baptisant «leur» rejeton embryonnaire, avant de les propulser, elle et le mouffet, vers un monde meilleur.

Qu'on se souvienne - et c'est récent - du prêtre de l'Espidou, directeur d'une maison pour handicapés mentaux, causant par sadisme la mort d'une adolescente, d'autres morts peut-être.

Qu'on se souvienne - place au rire cette fois! - des évêques, ces vénérables anciens, hautes autorités de l'Eglise Romaine, décédant dans l'épéctase, si charitables qu'ils en restaient collés étroitement à leur partenaire,

dans des maisons closes qui n'étaient pas des couvents.

Et voici qu'en Belgique, une nonne «soignante», chef d'un service hospitalier pour personnes du troisième âge, expédie allègrement, à coups de seringues d'insuline, 3 ou 5, peut-être 80 vieillards, pour hâter, sans doute, leur éternel bonheur dans les verts pâturages du Paradis.

Une malade, cette sœur Godfrieda, qui, après trépanation, garda le cerveau fêlé, devint morphinomane, usa de ses privilèges d'infirmière-chef pour «se piquer» et attendre, avant le réel, les paradis artificiels. Une malade? C'est la version officielle des milieux ecclésiastiques et religieux qui «couvrent» les pires turpitudes quand elles sont commises en leur sein.

Mais la presse a très mauvais esprit et se sert de très méchants mots pour relater les événements.

Il parait que sœur Godfrieda (joli programme que son nom, il signifie «amie de Dieu», Théophile) goûtait assez les plaisirs de la terrestre existence, aimait fort la bonne chaire, les bijoux, et peut-être appréciait d'autres plaisirs plus intimes. Or pour satisfaire de tels appétits, faut-il encore en avoir les moyens. Elle les trouvait, la fine sœur (pas si folle la guêpe!), dans son milieu de travail, pardil!

Mais de là à faire passer des authentiques plaisirs d'ici-bas vers ceux, aléatoires, de l'au-delà, des hommes et des femmes âgées, ses frères et sœurs en Christ, il y a une marge! La marge, ne serait-ce pas les quelques biens que possédaient ses chers malades, devenus ses victimes non moins chères.

La question se pose: sœur Godfrieda est-elle une pauvre folle morphinomane, irresponsable, et de ce fait absoute par les juges de la terre et du ciel? Ou n'est-elle pas plutôt le symbole du visage de l'Eglise à travers l'Histoire?

Lisez-la, cette édifiante histoire de l'Eglise, le romain tout spécialement, et c'est sur des chemins tout dégouttant du sang de la torture, de l'inquisition, de la guerre, des assassinats que vous glisserez le plus souvent, à la recherche de documents aussi, et souvent encore sur les chemins de la ripaille et de la débauche.

L'Evangile et Jésus, je n'en ai plus rien à foutre. Mais Jésus, si tant qu'il ait existé, aurait tout de même du mal à reconnaître «les siens» dans les croisades, avides du sang de l'infidèle, le juif et l'arabe, dans les inquisiteurs allumant les bûchers, dans les prêcheurs de guerres saintes, et là nous ne nous éloignons pas de la période contemporaine; il aurait du mal à se reconnaître encore dans les pontifes et les prélats, oupents propriétaires, jouisseurs sans retenue, et souvent bas assassins... dans les prêtres et religieux, privilégiés par les Etats, pourvu qu'ils bénissent les soldats, sinon les canons... ou les bombes.

Et sœur Godfrieda, l'amie de Dieu», morphinomane ou non, ne semble pas tellement une exception, une note discordante dans ce concert macabre et luxurieux. Un symbole plutôt!

Les exceptions sont justement les prêtres, les religieux, les religieuses à visages humains et honnêtes: ils existent.

Une religion qui ose clamer: «Esclaves, obéissez à vos maîtres» peut fort bien se réclamer de sœur Godfrieda; elle s'est bien réclamer, jadis, de la «pucelle» d'Orléans que Dieu avait chargée de «bouter» les Anglais hors de France, étant entendu que Dieu, dans son éternité, déteste viscéralement les Britanniques!

Gens d'Eglise, qui n'êtes pas tellement nos frères, ralliez-vous donc sous l'étendard de sœur Godfrieda: au moins, cette fois, vous ne tricherez pas.

Marie-Madeleine HERMET

## TORTIONNAIRE A LA COMMISSION DES DROITS DE L'HOMME

ON sait, malheureusement, comment Pinochet et ses complices transformèrent le Chili en Etat policier où règne désormais la peur, la torture, les prisons. On connaît la manière dont ils ont fait de ce pays le paradis des monopoles, des multinationales et de l'impérialisme, comment ils ont voué la majorité du peuple chilien à la faim, la malnutrition et à l'exil. Par contre, ce qu'on imaginait moins, c'est que Pinochet pousse son effroyable cynisme jusqu'à nommer comme représentant de son gouvernement à la commission des droits de l'homme à l'ONU, un ex-procureur naval de la province de Valparaíso, témoin, co-auteur et complice de tortures!

En effet, début juillet se tenait à Genève la dernière réunion de la commission permanente des droits de l'homme ou groupe «Ad Hoc». Cette commission, chargée de recueillir les déclarations de personnes et de groupes chiliens en majorité, mais aussi étrangers, sur les violations des droits de l'homme au Chili, préparait avec des témoignages recueillis également à Caracas et à New-York, un débat qui devait avoir lieu à l'ONU en octobre. C'est ainsi que Leopoldo Luna Sotto, qui avait été soumis à toutes sortes de tortures et à un emprisonnement pendant 3 ans et 8 mois, fut amené à apporter son témoignage. Et sa stupeur fut grande quand il reconnut le représentant du gouvernement chilien à cette commission des droits de l'homme: un certain Luis Winter Higuait, ex-professeur de droit international à l'école de Droit de l'université catholique de Valparaíso, puis conseiller juridique de la chancellerie chilienne, professeur à l'académie diplomatique, aujourd'hui membre de la délégation chilienne à l'ONU.



Pour mieux comprendre, ils nous faut remonter jusqu'à ce triste jour où la junte chilienne jeta bas, par un coup d'Etat, le gouvernement Allende. En effet, à cette époque, s'ouvrait à Valparaíso un procès: 8 membres du MAPU étaient accusés d'avoir commis un attentat et d'atteinte à l'ordre public. Parmi eux figurait Leopoldo Luna Sotto. Nous commençons à y voir plus clair quand on sait que le procureur nommé pour ce procès n'était autre que Luis Winter Higuait. En sa «qualité» de procureur, il envoya à plusieurs reprises les 8 membres du MAPU à l'académie de guerre navale de Valparaíso pour y être torturés. De plus, Winter, contrairement aux «règles judiciaires» qui obligent le procureur à interroger lui-même les inculpés, délégué cette obligation à des secrétaires en leur donnant une liste de questions à poser. Les réponses fournies ne le satisfaisant pas, le cher monsieur incita les 8 à dire «la vérité», mais devant leur réaffirmation catégorique, il les expédia à l'académie de guerre où ils furent soumis à de graves tortures. Ce traitement fut répété un nombre incalculable de fois, car ce n'est que 3 ans après l'ouverture de l'enquête que l'instruction fut close, faute de preuves. Mais des peines furent prononcées pour 7 des membres du MAPU: 2 non-lieux, 2 arrêts provisoires et partiels de la procédure, 3 ans d'exil pour 2 camarades et 60 jours de prison fermes. Mais pour Luna, ce fut la grande surprise lorsqu'il demanda quelle était sa condamnation. On devait alors lui répondre tout simplement et sans gêne qu'il n'apparaissait pas sur le procès verbal car il n'avait jamais été considéré comme inculpé mais cité simplement en tant que témoin. Cela étant, on lui fit savoir qu'il n'était, de ce fait, ni condamné ni acquitté.

Devant cette accusation portée par Luna, le groupe «Ad Hoc» devait réagir. Les faits seront exposés aux représentants de la junte militaire chilienne Truco et Winter et une confrontation aura lieu le 25 août à Genève. Les sbires de Pinochet vont bien entendu crier à la calomnie et ils vont nier le bien fondé de cette accusation. Gageons qu'ils seraient prêts à déclarer méconnaître l'existence même de ces milliers de femmes et d'hommes qu'ils ont lâchement torturés et massacrés.

Nous serions très naïfs, bien sûr, d'être étonnés par de tels faits, mais il est bon de les rappeler car des pinochets en puissance, ce n'est pas ça qui manque. Il n'est d'ailleurs pas besoin d'aller très loin pour s'en convaincre. Ce monde est pourri! Il est celui des dictatures, de la violence et du terrorisme d'Etat. Il nous faut le transformer, les anarchistes s'y emploieront!

Denis LAROUSHINIE  
Groupe libertaire de Marseille

## L'occupation du 85-87 avenue d'Ivry (suite)

PARALLELEMENT au procès (cf. ML 257), et à toutes les préoccupations d'ordre juridique qu'il implique, les occupants du 85-87 avenue d'Ivry (Paris 13<sup>e</sup>) se soucient d'une autre forme de lutte, plus constructive: l'élaboration, en relation avec les gens du quartier intéressés, d'un contre-projet d'aménagement de la ZAC Baudricourt.

Pourquoi ce contre-projet? En réponse, bien sûr, à un projet initial, celui du promoteur, qui prévoyait de raser quasi totalement un vaste périmètre (4 hectares environ), de faire disparaître tout un quartier, ses rues, ses activités, son animation, pour y implanter artificiellement des immeubles de 12 étages entourés d'espaces impersonnels.

Parce que les occupants du 85-87 demandent la non-destruction de leur immeuble, lequel ne peut évidemment pas s'insérer dans le cadre prévu, ce bâtiment, construit au début du siècle en pierre de taille, serait complètement noyé et ses habitants étouffés entre des masses de béton. C'est à la fois le fond et la forme du projet initial qui sont remis en cause, dans le sens où ce contre-projet se veut réellement populaire. Basé sur une enquête réalisée auprès des gens du quartier concerné, il est élaboré en collaboration avec un collectif d'architectes, «Urbain Masures», dans le cadre d'une permanence hebdomadaire ouverte au public. Deux maquettes ont été réalisées: l'une du projet officiel, et l'autre d'une première proposition alternative. Par ce moyen, les architectes et les occupants

espèrent susciter des réactions et des critiques de la part de la population et des associations, pour adapter réellement le projet aux besoins du quartier.

L'ensemble de ce travail sera par ailleurs présenté à la presse le jeudi 2 mars à 15 heures au 85-87.

Le contre-projet est axé sur la réhabilitation d'une grande partie des immeubles déjà existants et la construction de bâtiments qui s'harmonisent avec le style architectural de l'ilot.

Créant de nombreux lieux de rencontre (promenades, espaces verts, marchés forains), il entend rompre avec la pratique des ghettos pour enfants ou pour vieux: la crèche et les écoles s'intégreront aux lieux d'habitation, le foyer «du 3<sup>e</sup> âge» sera remplacé par des appartements répartis au rez de chaussée des différentes maisons, et reliés à un centre d'assistance et de soins.

Le coût d'une telle opération est sensiblement égal à celui initialement prévu. En revanche, le coût social, constitué dans les grands ensembles par la délinquance, les maladies nerveuses et psychosomatiques et les suicides, sera bien moindre à longue échéance.

Ce travail ne peut se concrétiser qu'en imposant un rapport de force favorable, en recueillant l'appui et le soutien du plus grand nombre, pour faire échec à l'idéologie du profit et aux intérêts financiers de la classe dirigeante.

Texte élaboré par une partie des occupants, soutenus par le groupe Jacob

en bref...en bref...

Le samedi 11 mars, à 16 h 30, au 33, rue des Vignoles (Paris 20<sup>e</sup>), se tiendra une conférence-débat avec G. Balkansky, sur le thème «Anarcho-syndicalisme et évolution du mouvement ouvrier».

Un groupe antimilitariste vient de se créer sur la Haute-Savoie. Sa préoccupation principale concerne l'objection de conscience. Groupe antimilitariste, 2, quai de l'écléché, 74 000 Annecy.

Dimanche 12 mars à 15 h, au 33, rue des Vignoles (Paris 20<sup>e</sup>), récital Carlos Andreu.

Sud-Champagne informations

BAR-SUR-AUBE — En application des accords de la sidérurgie de Lorraine, les Ets. Barlorforge viennent de décider de proposer la pré-retraite à 20 employés. Est-ce le début du démantèlement des dernières forges de l'Aube et de la Hte-Marne ?

NOGENT-SUR-SEINE - André Tiraboschi, objet de conscience et insoumis, a été récemment jugé et dispensé de peine par le tribunal de Troyes (voir ML 255). Il se présente comme candidat du Front Autogestionnaire dans la 3<sup>e</sup> circonscription de l'Aube. Dans un papier paru sur le numéro du mercredi 15 février dernier de Libération-Champagne, il justifie son opposition à la guerre et au service militaire en racontant longuement l'action de Louis Lecoin. Le fait est assez rare pour mériter d'être signalé. Il est seulement dommage que l'anarchiste Lecoin soit appelé en renfort d'une candidature électorale.

TROYES - La capitale historique de la Champagne possède le plus bel ensemble au monde de manoirs des 15<sup>e</sup> et 16<sup>e</sup> siècles. Le centre ville, avec ses petites rues et ruelles, ses placettes, ses manoirs à colombages, est un musée vivant. Depuis de nombreuses années dorment dans les cartons de la municipalité des dossiers de rénovation et de «piétonnisation». Ils ne ressortent, et au compte-gouttes, que pour les élections. Un exemple de plus du sacrifice de l'intérêt général au profit des carriéristes. Crier «Vive la Commune» à la fin d'un si petit article, ça fait pompière, et pourtant...

UN SERVICE REGULIER ET PRATIQUE L'ABONNEMENT

A propos d'une interview donnée par les travailleurs de Lip à notre journal

DANS la rubrique qu'ils viennent d'inaugurer et qu'on peut souhaiter revoir souvent, nos camarades qui confectionnent *Le Monde Libertaire* nous ont donné une interview remarquable sur Lip! Remarquable par la maîtrise de notre groupe libertaire de Besançon à conduire les débats, remarquable plus encore par ce qu'il nous apprend de l'état d'esprit et des réflexions d'une communauté de travailleurs qui ont été les promoteurs de cette lutte exemplaire qui a débordé le schéma classique où marinent les luttes ouvrières, sur les motifs qui les ont conduit à engager cette action en marge, et par les réflexions de ces travailleurs sur leurs aspirations particulières diverses et diffusées et l'événement considérable auquel ils ont été mêlés!

Mais pour nous anarchistes, cette interview a une valeur différente. Il ne s'agit plus seulement de savoir s'ils eurent raison ou tort, il ne s'agit pas de l'action d'une communauté sur des principes, qui se rassemble pour les mettre en pratique et qui crève aussi vite qu'elle s'est constituée comme ce fut le cas dans l'histoire, mais des réactions d'un échantillon d'une population ouvrière entraînée dans une lutte inhabituelle et qui réagit, non pas en anarchiste ou en syndicaliste, mais tout simplement à partir de ce

dicalistes se voient et on peut imaginer qu'entre les membres des sections syndicales, ou entre les sections, des éléments de coordination sont cherchés et trouvés, et nous sommes sur un plan que Bakounine d'abord puis Besnard ont souvent préconisé et qui fait le fond de mon anarcho-syndicalisme.

A propos des hiérarchies et de l'autorité dans l'usine, les Lip sont beaucoup plus prudents et la phrase qui finit leurs propos est exemplaire: «Mais ça suffit pas de le dire dans les li-



qui avait constitué pour eux, jusqu'à ce jour, leurs réflexions, leurs aspirations sociales, leur nourriture spirituelle dans le cadre d'un système économique de classe. Les ouvriers de Lip constituent une fraction valable du monde du travail, et si leurs réflexions, quatre ans après, a pour nous une telle importance, c'est qu'elles nous ouvrent l'esprit sur ce que ressent réellement la classe ouvrière dont on parle tant sans trop bien la connaître d'ailleurs. Cette réflexion nous conduira tout naturellement à ne plus nous contenter de schémas élémentaires, justes d'ailleurs, mais qui n'ont pas beaucoup de rapport avec la réalité sociale de notre époque et avec la manière dont les hommes la ressentent. Et même si cela peut paraître paradoxal, c'est justement les doutes qu'ont les Lip devant certaines propositions libertaires émises par nos camarades de Besançon, qui m'ont le plus intéressé, car cela permet de mesurer le fossé qui existe entre nous et les ouvriers, et ce qu'est leur disponibilité devant notre propagande. En un mot, cette interview nous met en garde sur les idées toutes faites qui sont souvent celles de l'extrême-gauche révolutionnaire lorsqu'il s'agit de tater le pouls du monde du travail. Mais voyons quelques unes des réflexions de nos camarades de Lip.

Tout d'abord sur l'assemblée générale et sur ses rapports avec les sections syndicales. L'assemblée générale est le lieu géographique où tout se discute et où les décisions se prennent, mais avant, les syn-

drés, ce qu'il faut c'est s'investir dans la masse et avancer avec elle, reculer, repartir. Et avant même de voir les travailleurs prendre des responsabilités à l'échelon économique de l'entreprise, il faut, selon les Lip, un temps encore très long. Après une expérience qu'on peut discuter, mais qui sur certains points est exemplaire, c'est un militant qui nous informe que si demain un patron se présente et offre cinq cents emplois dans une autre usine, il aura ses ouvriers! C'est certainement vrai!

Lorsqu'on leur parle de la grève gestionnaire expropriatrice, les Lip n'y croient pas car, d'après eux, ça ne correspond pas à l'aspiration des travailleurs. L'autogestion leur paraît possible sous certaines conditions. Plus tard. Eux, ils ne connaîtront pas une économie gestionnaire! En réalité, le véritable échec pour les Lip, c'est de ne pas avoir pu trouver un bon patron. Sur un point, ils nous rejoignent, ne pas galvauder l'idée d'autogestion comme fut galvaudé l'idée de socialisme.

Sur un autre point, ils nous apportent des réflexions sérieuses. Ils ont participé aux manifestations au Larzac et ils en ont tiré un enseignement. Le milieu rural est un milieu à part. Chacun doit mener la lutte à travers ses problèmes, à sa façon, en s'adaptant à son milieu. Ils sont pour un socialisme de diversité et ils ont raison. Ils nous tracent d'ailleurs un portrait intéressant des rapports et des différences entre les ouvriers et les paysans.

Roumanie Témoignage d'un «psychopathe paranoïaque»

DE 1946 à 1968, Vasile Paraschiv fut un «bon» militant du parti communiste roumain, passif et discipliné. Hélas pour sa tranquillité, cet honnête ouvrier électricien de Ploesti eut un jour la malencontreuse idée de critiquer ses conditions de travail. Cette «rébellion» audacieuse lui valut d'être déclassé dans son usine, puis interné une première fois dans un hôpital psychiatrique pendant cinq jours. C'était en juillet 1969. Sept ans plus tard, en 1976, Paraschiv affirma publiquement son accord avec le mouvement pour la défense des droits de l'homme, qui s'était constitué autour de l'écrivain «dissident» Paul Goma. On s'employa à lui faire comprendre qu'il s'engageait là sur un chemin dangereux, et il fut à nouveau interné et contraint par la force de prendre des médicaments qu'il refusait énergiquement. On le libéra assez vite, mais en l'obligeant à se soumettre à un traitement psychiatrique régulier, en sa qualité de «psychopathe paranoïaque». Au mois de novembre dernier, Paraschiv obtint un visa de touriste pour l'Occident, où il continue aujourd'hui de témoigner sur l'utilisation de la psychiatrie à des fins politiques en Roumanie (comme en Union Soviétique).

Cependant, il souhaite rentrer dans son pays, après avoir revendiqué d'ici la possibilité pour les travailleurs roumains de s'organiser librement. Le fait que ce communiste, revenu de ses illusions, se réclame à présent de l'Internationale Socialiste et songe à rencontrer des dirigeants sociaux-démocrates, ne doit surtout pas nous masquer l'essentiel de sa démarche: nous assistons à un phénomène qui ne peut aller qu'en s'amplifiant; dans les dictatures «prolétariennes» de l'Est européen, des hommes, plus uniquement des intellectuels, mais des ouvriers, des «privilégiés» du régime «démocratique populaire» si l'on en croit la propagande officielle, commencent à dire NON, et à manifester, en dépit des risques courus, leur volonté de pouvoir s'exprimer librement.

Paraschiv a révélé que dix-huit de ses compagnons de travail n'ont pas hésité à adresser une lettre aux autorités pour rejeter les accusations calomnieuses lancées contre lui. Si l'on rapproche ce cas individuel de la grève très dure menée au cours de l'été 1977 par les mineurs de Jiu, on peut raisonnablement espérer que, dans cet Etat stalinien si fermé et si «orthodoxe» qu'est la Roumanie de Ceausescu, la situation sociale pourrait bien connaître une évolution surprenante à court terme, et cela malgré la censure et la répression de la «dictature du prolétariat».

Bernard LANZA

Ils n'ont pas une grande confiance en leur coopérative et eux qui vivent dans le milieu ouvrier ne se racontent pas d'histoires! Ecoutez-les: «Ça devrait marcher, mais s'il y a des critiques dans tous les sens (le péché du gauchisme), ce n'est pas possible. Ça ne marchera pas à cause de ça. Les gens n'ont pas assez évolué. Ils s'arrêtent sur des petites choses, ils ont trop leur vie habituelle.»

Ce que nous disent les Lip est vrai, pas seulement dans leur entreprise mais dans toutes les entreprises du pays. Et c'est ce que les militants révolutionnaires qui refusent de se faire du cinéma doivent bien comprendre. Et il ne peut pas en être autrement. Les ouvriers sont prisonniers de leur formation, de leur milieu, de leur habitude, de leurs aspirations qui, pour la majorité, ne dépassent pas une vie décente, un socialisme raisonnable et une approche prudente d'une transformation de la société qui va de pair avec l'éducation, l'augmentation des richesses économiques à partir de la science et des techniques. Avec le temps... peut-être!

Et c'est là qu'ils ont tort, eux qui nous donnent une analyse sérieuse non pas de l'homme parfait que chaque révolutionnaire porte de son cœur, mais de l'homme réel tel que la nécessité de vivre à l'intérieur d'une économie et d'une morale de classe l'a façonné. Ils ont tort sur un point capital. Dans le cadre de l'économie du profit, la condition ouvrière dépend d'abord de la santé économique du système de classes et les limites à l'amélioration de cette condition ouvrière,

c'est la nécessité pour la société capitaliste de se continuer. Ni les partis politiques, ni les consultations électorales ne changeront quelque chose à cette vérité. Aucune société ne s'est transformée à la suite d'une lente et patiente prise de conscience de la population. Les sociétés meurent de leur désagrégation intérieure, à bout de souffle, et c'est à ce moment que la partie consciente du peuple peut jouer un rôle dans l'histoire. Ce qui change et changera les hommes, ce n'est pas une prise de conscience globale dans le cadre du système, c'est la nécessité de s'adapter à une économie différente, basée sur des valeurs différentes. La prise de conscience dans le système est limitée pour le plus grand nombre par la pesanteur des idées acquises et par la nécessité de vivre. Il faut briser l'économie de marché et l'économie de profit afin que l'homme puisse établir des rapports nouveaux avec ses semblables. Et Lip est la plus belle illustration de la puissance de ces idées reçues et de la nécessité de vivre.

Quelles que soient les réserves qu'on puisse faire sur tel ou tel aspect de l'expérience de Lip, ce fut une belle aventure qui restera dans l'histoire malgré les crailleries de quelques syndicalistes d'appareil, mais c'est également la démonstration que la transformation économique autogestionnaire est impossible dans le cadre du système et qu'elle ne peut être que le fruit de la destruction de l'économie de classes, destruction, disait Bakounine, qui est elle-même une construction.

Maurice JOYEUX

## Allemagne de l'Est

### Naissance d'une opposition

**D**ER Spiegel, revue hebdomadaire à grand tirage de l'Allemagne fédérale, a publié au début de janvier un long texte qui a suscité un tel scandale dans l'appareil communiste au pouvoir en République Démocratique (RDA), que les bureaux du Spiegel à Berlin-Est ont été fermés d'autorité. Il s'agit d'un manifeste d'un groupe de communistes qui, n'ayant aucune possibilité légale de s'exprimer en RDA, l'ont adressé à «un magazine libéral», espérant attirer l'attention - à l'Est comme à l'Ouest - sur le programme de l'Union Communiste Démocratique d'Allemagne» (BDKD) fondée par eux dans l'illégalité.

Ce que veulent les auteurs du manifeste, c'est instituer un ordre communiste-démocratique où les droits de l'homme seront respectés et combattre par suite ce capitalisme pseudo-socialiste baptisé «socialisme réaliste» et sa superstructure réactionnaire et bureaucratique. Ils ne font pas de Marx-Engels-Lénine une Sainte Trinité, mais les rattachent à cette longue lignée qui, partant de Morus et Campanella, passant par les «utopistes» français, anglais et allemands, aboutit à Bebel, Rosa Luxembourg et Liebknecht, ces deux derniers défenseurs d'un communisme pluraliste, et à des opposants comme Bloch et Bahro. Et si Marx, Engels et Lénine vivaient maintenant, ils passeraient à l'Ouest et seraient dans le camp des Eurocommunistes!

Le manifeste dénonce les armements et la politique impérialiste des deux super-puissances, USA et URSS qui menacent la paix du monde, et le mensonge d'une URSS pacifique alors qu'elle entretient une tension persistante aux frontières de la Chine. La paix en Europe suppose le retrait de la RFA et de la RDA de l'OTAN et du pacte de Varsovie, avec, comme conséquences, le désarmement total et la neutralité de toute l'Allemagne.

Le régime intérieur de l'URSS est bien, comme le disent les Chinois, du type néo-fasciste, et les staliniens - ces nazis peints en rouge! - ont été les auxiliaires d'Hitler qui leur a emprunté les camps de concentration. La classe ouvrière de l'URSS est exploitée par une minorité de bureaucrates parasites qui exercent une dictature sans contrôle. La barbarie de ce système a causé plus de victimes, en URSS et dans les pays annexés, que la guerre et l'hitlérisme.

Les auteurs du manifeste luttent donc contre la dictature d'un parti unique, contre la soi-disant dictature du prolétariat, pour un pluralisme des partis, pour un parlement librement élu, pour l'abolition du «centralisme démocratique» qui n'est qu'un centralisme contre la démocratie, pour une liberté garantie de réunion, de presse, d'organisation et de croyances. Partisans d'une collaboration confiante entre communistes démocratiques, socialistes et social-démocrates en Allemagne, en Europe et dans le monde, les auteurs du manifeste rejettent les conceptions léninistes du Parti, de la Démocratie et de l'Etat, et réclament l'abolition de cette religion d'Etat qu'est le marxisme-léninisme et qui tend à réglementer et asservir la science, l'art et la littérature.

On voit que le manifeste reprend les mots d'ordre essentiels de l'insurrection populaire du 17 juin 1953 écrasée par les blindés soviétiques. Et, cette fois-ci, il s'agit d'une opposition clandestine à l'intérieur du SED, ce parti «socialiste uni-

fié» qui constitue le parti communiste (stalinien) détenteur du pouvoir absolu en RDA. Ces opposants prennent une position très nette en faveur de la réunification de l'Allemagne. C'est une question qui ne semble plus intéresser beaucoup les citoyens de l'Allemagne fédérale et encore moins les gouvernements et les grands partis qui confondent un peu trop «détente» et «coexistence pacifique» avec servilité à l'égard de l'URSS et de la RDA. Le manifeste insiste sur la nécessité de cette réunification qui assurerait la victoire des forces communistes démocratiques et socialistes sur les forces conservatrices. L'Allemagne unifiée hors des partis militaires, démilitarisée et neutre serait un pont entre l'Est et l'Ouest et un facteur de paix.

La réunification, avec éléction d'une assemblée nationale élargie d'établir une constitution, nécessite une série de mesures préparatoires que le manifeste étudie en détail: établissement d'une monnaie unique ce qui suppose la saisie des fortunes scandaleuses édifiées par la bureaucratie de la RDA sur la misère du peuple, la suppression du mur de Berlin, des réseaux électrifiés et des champs de mines, la collaboration économique entre les deux Allemagnes, la libre circulation des personnes.

Le manifeste comporte une seconde partie qui expose le mécanisme de la dictature en RDA, les privilèges de l'appareil au pouvoir, la corruption incroyable du système. Tout est dénoncé avec un luxe de détails qui démasque l'hypocrisie du régime. Conformisme de la presse, hypertrophie des polices, multiplicité de bureaucraties inutiles et bien rétribuées, surexploitation de la classe ouvrière tandis que les dirigeants jouissent d'avantages tels que magasins réservés, produits importés de l'Ouest, cliniques spéciales, hauts traitements sans parler des cadeaux qui sont le fruit de la corruption généralisée du système: le manifeste donne sur tous ces points des faits précis et on n'hésite pas, suprême scandale, à mettre à nu la vie privée, les dépenses, les fortunes mal-acquises des membres du bureau politique, les Honecker, Naumann, Korden, Lambert, Hager. Il est malheureusement impossible, dans le cadre de cet article, de donner aux agissements de ces individus la publicité qu'ils méritent. Tout ce que Milovan Djilas a pu jadis dans sa «Nouvelle Classe» reprocher à Tito et à sa clique, n'est que péccadilles à côté de la pourriture des «apparatchiki» de l'Allemagne de l'Est. De l'autre côté du «mur de la honte», 17 millions d'individus vivent sous la botte de deux douzaines de «familles»: le népotisme en effet triomphe et les liens de parenté assurent de confortables sinécures.

## Répression des objecteurs

### Premier pas vers une restructuration du service national

(suite de la page 1)

tion est tout trouvé: le social, le culturel et l'environnement... La tâche est grande dans ces secteurs non rentables, délaissés par le profit.

Les objecteurs allemands en savent quelque chose, ils étaient 16 000 à effectuer un service de ce type au 30 juin dernier. «Dans de nombreux hôpitaux, ils constituent 20% du personnel auxiliaire et de nombreux organismes devraient cesser toute activité s'ils devaient se passer de leur services» (information tirée d'une enquête de l'hebdomadaire Stern, dont Le Monde a repris quelques extraits sous le titre «Précieux objecteurs». Sans commentaires!

#### NON AU SERVICE CIVIQUE, AU BÉNÉVOLAT ANTISOCIAL

En France, nous n'en sommes pas encore là. Depuis plus de 5 ans, 2500 objecteurs refusent d'être les sujets d'une nouvelle forme d'embrigadement plus adapté à une jeunesse «pleine d'aspirations» dont tout le monde sait qu'elle supporte de moins en moins l'embrigadement du service militaire.

Nous sommes de ceux-là. Nous refusons le statut d'appelés sans droits politiques et syndicaux (décret de Brégançon). Il nous oblige à prendre la place de salariés et risque, entre autre, d'annuler les luttes à la base.

Nous refusons de cautionner les carences des pouvoirs publics dans les secteurs jugés non rentables.

Depuis cinq ans, nous luttons contre un tel projet en refusant de rejoindre les affectations aux hôpitaux, à l'Office National des Forêts, aux Bureaux d'Aide Sociale ou au Secrétariat d'Etat à la Culture.

Mais le pouvoir tient à mettre en place un test élargi d'une quatrième voie au service national. Ceci explique sa volonté de «nettoyer» au préalable le terrain, celui de l'objection et de la position clé des objecteurs qui refusent ce service civil.

Au terme de cette brève analyse, une question se pose: nous autres, anarchistes, devons nous prendre au sérieux ce manifeste? Certes, les communistes démocratiques ne sont pas des libertaires et, s'ils rejettent le léninisme, c'est pour se référer à la pensée de Rosa Luxembourg. On peut aussi les traiter d'utopistes et penser que cette Allemagne unifiée et neutre n'est que chimère. Cependant la naissance d'une opposition dans le SED, le plus stalinien des partis communistes, est un événement capital, et, à une époque où triomphent la servilité, la veulerie et le goût du «confort», il faut saluer le courage de ces opposants qui rejoignent dans le non-conformisme Soljénitsyne et les «dissidents» de l'URSS. Un courage qui s'affirme à propos de la réunification de l'Allemagne.

La division de l'Allemagne, cette capitulation des politiciens occidentaux devant le knout de Staline, est une monstruosité contre laquelle on ne saurait trop protester et, quelles que soient nos réserves de détail, nous applaudissons à ces voix courageuses qui parviennent à nous par delà le rideau de fer.

Jean BARRUÉ

Pour la première fois depuis 1969, un objecteur, Gérard Loos (le premier d'une fournée?), purge en ce moment une peine de prison ferme depuis le 2 février. Malgré la disparité des peines, les nombreux procès qui s'abattent sur nous montrent une plus grande fermeté dans leur déroulement, une sévérité nouvelle des réquisitoires. Que ce soit au tribunal de grande instance ou correctionnel d'Agén, de Nanterre, de Niort où le public fut éjecté ou interdit d'entrée par d'importantes forces de police. Que ce soit à Angers, à Millau, à Metz, à St-Dié, à Aix, à Bellay, à Nancy où le procureur a requis de la prison ferme. Que ce

Autant de convergences, jamais vues jusqu'alors dans la répression, ne peuvent venir que d'en haut. Il n'est pas exclu de penser que l'initiative de la reprise des procès soit orchestrée du gouvernement par le biais d'une circulaire interne au ministère de la justice.

Comment expliquer autrement que la justice civile s'embarasse du problème épineux de juger des appelés que sont les objecteurs? Autant de faits qui mettent en cause la soi-disant indépendance de la justice. Car on ne peut que s'interroger sur le glissement d'une justice qui tend à «criminaliser» de plus en plus les actes politiques. On



soit le refus d'audition de témoins. Que ce soit en transformant notre délit d'insoumission en celui de désertion pour requérir non plus un, mais trois ans de prison ferme contre nous. Que ce soit en règle générale un refus global de la part des tribunaux de considérer notre lutte comme politique et collective. Car en plus des peines de prison ferme requises, ce sont d'autres peines qui tendent à nous être infligées:

- une interdiction professionnelle pour Bernard Laugier, licencié de son emploi.
- une assignation à résidence pour Xavier Godinot, ainsi que la suppression de son permis de conduire par le tribunal de Versailles.

- des amendes pour le délit d'insoumission par le tribunal d'Albi ou de Millau.

- la suppression de mandat syndical par la peine de 3 ans de mise à l'épreuve infligée à un objecteur par le tribunal de Thionville.

Autant d'initiatives visant à faire d'une lutte politique collective un simple délit de loi.

l'a vu d'une façon caricaturale pour l'extradition de Klaus Croissant et les sanctions prises contre des magistrats et avocats ayant une autre conception de l'indépendance de la justice.

Cette répression trouve sa place en cette période préélectorale où, en dépit de la démagogie gouvernementale, elle vient toucher tout un secteur de luttes: travailleurs immigrés, militants politiques expulsés, mesures Stolérou...

#### NOTRE DÉTERMINATION

Face à cette répression, nous continuerons à refuser d'être les cobayes d'un quelconque service civique.

Forts des prises de positions des fédérations syndicales hostiles aux affectations autoritaires, nous continuerons de lutter pour leur abrogation ainsi que de celle du décret de Brégançon.

Notre lutte contre la militarisation croissante de la société continue.

LES C.L.O.

## Venezuela

Nous avons reçu le dernier exemplaire de *Ruta*, la revue éditée à Carracas par nos camarades vénézuéliens et espagnols en exil dont le très estimé Victor Garcia.

Ce numéro 33 comporte une étude très détaillée sur Rudolf Rocker. Avec ses 30 pages bien présentées, *Ruta* peut-être considérée comme une petite encyclopédie trimestrielle du mouvement anarchiste rédigée en langue espagnole. Elle est en vente à Publico.

## Uruguay

Ayant accompli leur temps prévu par la loi organique militaire, les plus hauts officiers des forces armées sont passés à la retraite. Ce départ pourrait laisser penser qu'une frange de la tendance dure se retire, mais il n'en est rien car le nouveau remplaçant à la tête de l'Armée de Terre, Gregorio Alvarez, a, dans sa première déclaration, affirmé que «le changement des hommes ne signifie en aucune manière un changement de directions».

La situation économique de l'Uruguay s'aggrave, les salaires ont baissé de 10,29% en 1977 et le coût de la vie a augmenté de 60%. Près de la moitié des familles uruguayennes ont un revenu mensuel de 412 FRANCS: Un uruguayen sur 6 est un exilé politique.

Malgré le soutien inconditionnel du Chili, de l'Argentine, de l'Afrique du Sud et de la Corée du Sud, l'Uruguay subit des pressions économiques de la part des pays capitalistes comme les USA et la Communauté Européenne pour que «les droits démocratiques soient rétablis». Les militaires de l'Uruguay ont répondu avec leur insolence et leur cynisme habituel que le «mieux que peuvent faire les pays européens est de combattre et d'exterminer la subversion et le terrorisme international qui attaquent le monde!»

Les conditions de travail en Uruguay sont inhumaines et les morts par accidents se chiffrent par centaines. Tout dernièrement on a appris la mort de 15 ouvriers dans les carrières de Suarez, 5 adolescents de 13 ans qui travaillaient dans une fabrique de feux d'artifices et de 4 ouvrières tuées par une fuite de gaz dans une conserverie.

L'Art est considéré comme subversif par les militaires qui viennent de supprimer une remise de palmes aux activités artistiques les plus remarquables de l'année, sous prétexte que des éléments subversifs et douteux s'étaient infiltrés dans les troupes théâtrales.

## Un numéro historique

Le groupe anarchiste «Lotta Anarchica» de Milan a publié la reproduction du premier numéro de *Umanita Nova*, organe de la Fédération Anarchiste Italienne, paru le 26 février 1920 avec Errico Malatesta comme principal rédacteur.

Pour l'obtenir, il faut envoyer l'équivalent de 1000 lires à l'adresse suivante :

UMANITA NOVA  
Casella Postale 4255  
20 100 MILANO

# informations internationales

Malgré cette féroce répression, les luttes ouvrières persistent et mobilisent le prolétariat. A l'usine Quinner et au port de Montevideo, les ouvriers réclament des augmentations de salaires; les cheminots dénoncent l'arrêt de l'enquête sur l'accident à la carrière de Suarez; les travailleurs de la coopérative de transports Cooptror ont dénoncé en assemblée les manœuvres des syndicats jaunes.

Les arrestations des militants politiques se poursuivent toujours à un rythme effréné. Il y a quelque 5000 prisonniers politiques pour une population de 3 millions d'habitants, soit un prisonnier pour 500 habitants.

## Allemagne

La situation politique - Le 5 mars vont avoir lieu en Bavière les élections aux conseils d'arrondissement et aux conseils municipaux et le cas de Munich est au premier plan de l'actualité. Les social-démocrates, depuis 25 ans, ont, avec des majorités variables, la haute main sur le conseil municipal et il pourrait se faire que leur règne prenne fin, comme c'est arrivé à Stuttgart et à Francfort. Treize (!) partis se disputent les voix et il y a dix candidats au poste de maire de Munich! D'abord les «grands» partis (SPD, libéraux, CSU de Strauss), puis les partis communistes (orthodoxes ou non), enfin deux partis qui retiennent l'attention: le NPD d'extrême-droite qui fait un gros effort pour remonter le courant et arriver à conquérir quelques sièges, et le «Bloc municipal social» (SRB) qui réunit des conseillers municipaux, membres depuis des années du parti social-démocrate et qui l'ont quitté depuis que ce parti, à Munich, est dirigé par son aile gauche.

Les électeurs bavarois ne manqueront pas de se poser quelques questions à la suite de la disparition et de la réapparition le 15 février (2 ans après) du conseiller de Strauss, le jeune Huber. Fugue, enlèvement simulé, passage manqué à l'Est? Un coup dur pour le CSU.

## COMMUNIQUÉ

Franquistes ou monarchistes, les prisons espagnoles restent toujours ouvertes pour les militants de la centrale anarcho-syndicaliste C.N.T. (Confédération Nationale du Travail).

Après avoir passé plus de 30 ans dans les geôles franquistes, Fernando Carballo, militant C.N.T. est de nouveau emprisonné à Figueras en raison de ses activités révolutionnaires face au patronat et à l'Etat.

La vague de répression gouvernementale est une attaque organisée contre la C.N.T. et le mouvement libertaire espagnol pour neutraliser le développement des idées anarchistes.

La Fédération Anarchiste Française se déclare solidaire du mouvement anarcho-syndicaliste dans sa lutte pour son indépendance vis à vis de la Constitution espagnole et des partis politiques.

La Fédération Anarchiste Française demande la libération immédiate de Fernando Carballo et de tous les emprisonnés qui œuvrent à la construction de leur mouvement syndical.

FÉDÉRATION ANARCHISTE

Le Bundestag vient d'adopter le 16 février la nouvelle loi antiterroriste qui donne à la police des pouvoirs accrus et qui supprime en fait les droits de la défense, puisqu'elle permet d'exclure les défenseurs de «terroristes» sur simple présomption de complicité. Cette loi, qui est une entorse de plus aux règles démocratiques, a été votée à une voix de majorité. Ont voté contre 2 députés social-démocrates (sur 6 qui se disaient opposés à ces mesures policières) et l'ensemble du CDU-CSU qui estime que la loi est «insuffisante».

Et l'Allemagne fédérale n'en étant pas à une contradiction près, alors que le caractère policier et autoritaire du régime s'aggrave, le ministre de la Défense nous apprend (31 janvier) qu'il y a eu en 1977, 70 000 demandes d'exemption du service militaire pour objection de conscience contre 40 643 seulement en 1976. On serait curieux de connaître les chiffres correspondants dans notre France pacifique et démocratique!

## argentine

Une lutte exemplaire en Argentine et qui est en train de s'étendre chez les travailleurs, est celle des 16 000 ouvriers de IKA Renault.

Malgré les déportations, les détentions, les opérations de quadrillage, la résistance des travailleurs reste toujours aussi vivace, leur arme principale étant le sabotage! La production, du fait d'une lenteur dans le travail et à cause de ces sabotages, est tombée à un rendement minimal... Dans la salle d'essais, les moteurs «claquent!» Les murs intérieurs de l'entreprise se sont couverts de slogans appelant à la lutte et à la mobilisation: «Dehors les militaires assassins!», «Résis-

Le syndicalisme qui resurgit de la situation actuelle est peut-être plus proche que jamais des origines de l'anarcho-syndicalisme.

## RAPIDE BILAN DE LA GRANDE NUIT ARGENTINE

- Prisonniers politiques: plus de 30 000.
- Sequestrés: 17 000.
- Exilés politiques et économiques: 1/2 million.
- Militants politiques assassinés depuis 1976: 5000.
- Camps de concentration: 27.
- Moyenne des meurtres politiques: 7 par jour.

## COMPANEROS ESPAÑOLES

Estamos constituyendo un grupo de la Federacion anarquista francesa en la region de Troyes. Todos los companeros interesados pueden entrar en relaciones con el secretariado de Relaciones Interiores: Publico R.I. 3, rue Ternaux, 75 011 Paris.

Le groupe  
Civilisation Libertaire  
organise une  
CONFERENCE-DEBAT  
Jeudi 9 mars à 20h30,  
LE MENSONGE  
PARLEMENTAIRE  
Salle Garcia Lorca  
15, rue Gracieuse  
Métro Monge

## Espagne

Nous avons reçu *El Sortidor*, le journal de nos camarades de l'athénée de Poble Sec de Barcelone. Cet athénée est implanté à deux pas de l'ancien local CNT, section bois, d'avant la guerre. Le journal traite du problème de la technique, de l'écologie, d'une petite étude sur l'anarchie, propose une alternative pour le remplacement des mairies, et s'occupe plus spécialement des problèmes du quartier, comme par exemple le fonctionnement d'une crèche.

## On a «suicidé» Jose Trenelle

Lundi 20 février, à 7 h 30 du matin, on a retrouvé dans la cellule de la prison de la Santé où il était détenu, le cadavre de Jose Trenelle. Il devait, cinq heures plus tard, comparaître devant un tribunal avec trois autres camarades espagnols impliqués dans l'affaire dite «de la rue de la Clé» qui se résume tout simplement par la mainmise de la police, le 4 juin 1977, sur un stock d'armes et de faux papiers dans une chambre louée au nom de Trenelle dans une rue du Quartier Latin à Paris.

Les 4 inculpés, tous espagnols, se sont réclamés du mouvement libertaire mais ont été détenus à la Santé en tant que prisonniers de droit commun. Afin d'obtenir le statut de prisonniers politiques, ils firent début octobre une longue grève de la faim mais en vain.

Malgré l'absence de Trenelle, le procès s'est déroulé comme prévu au début de l'après-midi du lundi sans qu'aucune allusion ait été faite au sujet de son tragique et mystérieux décès par égorgement.

Si les conditions pénitenciaires peuvent motiver l'état dépressif des prisonniers, elles n'expliquent pas comment on peut retrouver des détenus la gorge tranchée en cellule et si la presse bourgeoise ne voit en ces hommes de l'antifascisme qu'un réseau de truands, nous tenons à exprimer malgré notre dégoût de la récupération des cadavres, notre indignation devant les pratiques de la justice et de la détention en France.

# livres

par Maurice JOYEUX

## Antonin Artaud

La Tour de Feu Editeur

DANS l'excellente revue poétique de Jarnac, Pierre Boujut réédite le cahier qu'il avait consacré à Antonin Artaud, numéro revu et augmenté de différents textes que la première publication avait suscités. C'est donc un ouvrage complet qui aujourd'hui est consacré au dernier des «poètes maudits».

J'ai lu ou relu ce numéro d'un seul jet. C'est un travail qui fera date, le meilleur certainement,

avec celui consacré à Miller, qu'ait publié cette revue en marge et lorsque je dis en marge je ne veux pas dire m'adopter, bien au contraire. En vérité, pas plus que le grand poète de la Tour Adrien Miatlev, aujourd'hui disparu, je n'éprouve de sympathie pour l'homme Artaud et je pense que c'est justement son drame plus que la qualité de ses textes qui lui ont conféré l'aurore. Pour l'acteur que

je n'ai jamais vu au théâtre, ses quelques prestations au cinéma ne me paraissent pas évidentes. J'avais à peu près dit tout cela dans un article que j'avais consacré il y a une quinzaine d'années sur le même sujet. Mais par contre, la façon dont Boujut et ses amis ont traité le problème est exemplaire.

Autour du poète malade à partir de 1940, une lutte sordide s'est livrée entre la famille, les éditeurs et les amis abusifs, lutte qui, aujourd'hui, s'est atténuée nous dit la Tour de Feu, et on le souhaite sans trop y croire car tant qu'il sera possible d'arracher quelque part un de ces inédits, vrais ou bidons, qui donnent de la réputation ou des francs lourds, elle continuera! Nous mêmes d'ailleurs, après l'article que j'avais écrit sur ce sujet dans notre journal et dont je parle plus haut, nous fûmes sollicités par plusieurs des parties pour appuyer leurs thèses. Parfaitement éclairés par nos amis de la Tour, nous nous gardâmes bien de glisser un doigt ou plutôt une plume dans ce guépier.

Mais revenons à ce numéro de la Tour de Feu. Les poètes de Jarnac ont décidé de donner la parole à tous les partis, la famille, les amis, quelques intellectuels, les éditeurs s'expliquent et peu à peu se dessine un portrait du poète qui n'est plus celui intéressé des partisans, mais celui, pitoyable, d'un homme instable et que la folie a gagné. Et entre ces jugements multiples et contradictoires, l'équipe de la Tour, dont certains des membres ont d'ailleurs connu Artaud, essaye avec une grande honnêteté de saisir le personnage. Et c'est certainement, plus que les textes étriqués que les «grands» ont bien voulu «honorer» la revue, le meilleur moment d'une philosophie littéraire dont les «querelleurs» sont dénués.

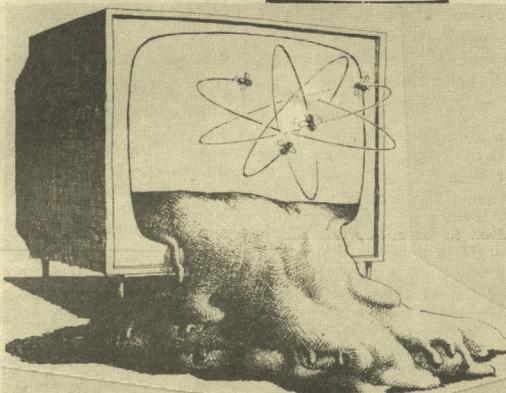
Naturellement, en dehors des intérêts sordides, toute la discussion tourne autour de la folie. Artaud était-il fou ou pas? Les poètes sont-ils tous déréglés mentalement, la folie et la poésie sont-elles complémentaires et une autre idée celle-là intéressante mais juste effleurée, le poète a-t-il cherché dans la folie une inspiration, à quel instant un certain nombre d'excentricités sont-elles le résultat de la maladie ou volontairement sollicitées, et à quel instant ce «traitement» du poète sur lui-même pour entrer en état de grâce franchit-il la ligne, pour parler comme André Breton? Problème du dédoublement qui restera probablement sans solution.

De toute façon, et en dehors d'Artaud, ces cahiers de la Tour de Feu sont bourrés de grands textes et de courts poèmes dont celui d'Artaud n'est pas le meilleur. C'est un numéro qui fera à la fois honneur à ceux qui l'ont composé et à ceux qui le placeront dans leur bibliothèque.

## Attention ! Récupération

ROYEZ-VOUS à la récupération de l'écologie? Si vous pensez que non, un coup d'œil à l'émission télévisée de Reichenbach Arts et Arbres, dimanche 13 février, vous auriez vite convaincu du contraire.

flourissent dans les banlieues, il oublie que c'est là le fruit de toute une politique d'urbanisme démentiel que lui et son gouvernement ont cautionné pendant des années et des années. Lorsqu'il parle d'égalité



Le gros d'Ornano s'y est présenté comme le gardien de notre patrimoine naturel, défendant de toutes ses forces cette nature si menacée. A l'écouter, on eût dit qu'il était le promoteur de ce vaste mouvement qui en fait, dépassant la pure défense de l'environnement, doit déboucher sur une remise en cause globale de cette société de destruction. Mais cela, d'Ornano évite d'en parler.

Comme il évite de parler, à la tête de son ministère de l'environnement, qu'il est l'un des promoteurs de la pire des agressions contre la nature, les centrales nucléaires. Lorsqu'il parle de stopper la construction de toutes ces tours et tous ces grands ensembles qui

des Français devant la nature, il se fout du monde, sachant pertinemment que cela ne veut rien dire dans une société où tous les pouvoirs n'appartiennent qu'à une poignée de parasites dont il est l'un des tristes représentants. Mais, dit-il, plein de bonne volonté, n'en doutons pas, «cela coûte cher, très cher». Parions néanmoins que cela coûte moins cher que les dépenses militaires.

Bref, encore une soirée où le gouvernement, par le biais des médias, continue la récupération d'un mouvement qui, aux origines, se situait aux antipodes des aspirations et agissements des d'Ornano et compagnie.

Louis  
groupe P. Maugeat

## Place de ma mob

par Renaud

Si vous aimez comme moi le style «Parigot» plus vrai que nature, le genre loubard émané, vous aimerez certainement les musiques de Renaud. Des textes engagés, des textes qui parlent de la vie dans la zone urbaine et périphérique, une vie de prolo, qu'il le casse manqué (rue Pierre Charon), les délits mineurs qui vous mènent directement à Fleury-Mérogis ou ailleurs, le coup de patte aux écologistes et aux bourgeois, voilà qui remplit un disque.

N'attendez pas le 12 mars pour être heureux, soyez-le dès aujourd'hui en achetant le dernier disque de Renaud, en vente dans toutes les bonnes pharmacies.

Christian  
(Grenoble)

## Cinéma

### MON «BEAU» LÉGIONNAIRE

#### Mais où sont nos sabreurs d'antan ?

J'AI honte d'être Français. Mais que fait la police devant l'acte inqualifiable dont s'est rendu coupable cette ordure de Marty Feldman? J'ai cru ne pas pouvoir tenir jusqu'à la fin de la projection de son dernier film (sa dernière ignominie), Mon «Beau» légionnaire.

Moi, Français 100%, de parents français, né à Clermont-Ferrand, je ne supporte pas que l'on puisse attaquer aussi basement l'institution garante de notre sécurité nationale, l'institution ayant glorifié la France aux quatre coins de la terre, de Haïphong à Sakiatt: l'Armée Française.

#### VISIONS D'HORREURS

Ce film commence par une attaque mesquine d'une autre institution, tout aussi respectable, la Justice. Ce salopard de Feldman a le culot de nous présenter les délibérations d'un jury comme une vente aux enchères publiques où chacun rajoute des années de prison, le gagnant arrivant à 956. A-t-on déjà vu des magouilles dans la Justice de notre pays? On montre aussi un geôlier qui organise l'évasion d'un prisonnier en échange des charmes d'une fille cupide certainement pas élevée dans le respect des traditions et selon les principes de notre religion. Intolérable! Dégradant!

Passent à la rigueur les citations immorales de ce fumiste: «Les médailles sont comme les hémorroïdes, tôt ou tard ça pousse sur chaque trou du cul». Passe encore que dans ce torchon on place des spots publicitaires de mauvais goût pour un vendeur de chameaux d'occasion. Passe toujours le fait qu'on voit apparaître Rudolf Valentino soudoyant l'ex-chef des rebelles pour en faire une vedette d'Hollywood, qu'on se serve de Gary Cooper dans des séquences immortelles du film Beau geste. Mais je m'élève, m'insurge, hurle mon indignation contre la présentation démoralisante, anti-virile et défaitiste du plus beau fleuron de notre armée nationale: la Légion. Glorieux légionnaires que, dans ce film, on fait désertir. Qu'au lieu de leur apprendre les valeurs sûres de notre Occident Chrétien on les pousse sur la pente fatale en leur disant: «Désertez et allez emmerder les civils, mais demandez le salaire minimum garanti». Oser prétendre que les vainqueurs de tant de combats pour que vive la France ne soient que des soudards, voilà qui révolte la conscience d'un honnête citoyen! Oser montrer aussi un général français qui fournit des armes à son adversaire et qui donne à ses propres soldats des balles à blanc pour que la guerre continue! A-t-on déjà vu de semblables pratiques? Je pose la question! Monsieur Schneider, par exemple, a-t-il vendu des armes aux deux camps lors de la première guerre mondiale? Bien sûr que non!

Mais que fait M. Bourges, ministre des Armées? Qu'il interdise ce film salissant comme il avait interdit La Religieuse.

#### APOCALYPTIQUE

Mais pire, mon bon Monsieur, et qui vous soulève le cœur, c'est la révoltante image des cendres d'un glorieux mort pour la Patrie, jetées dans la cuvette des W.C. après un simulacre de cérémonie d'immersion funèbre. Mais que font les paras français, ces vaillants p'tits gars? Au lieu de se dorer au soleil du Tchad et de la Mauritanie, ils devraient plutôt aller conquérir en Amérique les studios de la firme cinématographique Universal, par un raid surprise et brûler les copies de ce film immonde. Bigeard à l'aide! Nous aurons notre opération Entebé!

#### COMLOT INTERNATIONAL

Les citoyens doivent, par une pétition voire une interpellation à la Chambre, proposer le boycott des «artistes» s'étant prêtés à cette «réalisation». Je dénonce (à M. Peyrefitte) un nommé Peter Ustinov qui caricature un sergent en lui donnant les traits d'un imbécile sanguinaire et sadique. Un certain Michael York en légionnaire déserteur et non-viril. Mrs. Trevor Howard en général gâteux et pourri, Avery Schreiber en guylux faisant sa pub de chameaux au plein milieu de l'héroïque combat. Et bien sûr le principal coupable, ce salopard de Marty Feldman, scénariste, réalisateur et légionnaire démoralisateur. D'ailleurs, il faut noter qu'ils ne sont même pas Français et que Michael, Schreiber et Feldman sont des noms à consonnance non-catholique.

Si nous ne faisons rien contre ce complot, comment voulez-vous que nos jeunes s'engagent encore dans les troupes d'élite? Comment voulez-vous qu'ils aient le sens des saines valeurs? Je pose aussi la question.

#### MAUVAIS FRANÇAIS

Si après tout cela il se trouve encore des gens qui persistent dans leur désir morbide de voir ce film scandaleux, ce sera la preuve du pourrissement moral de notre belle jeunesse et de la France profonde, déformées par des pseudo-intellectuels de gauche et des libertaires dévoyés.

J.-J. JULIEN

## L'Ecole Emancipée

LA FIN D'UNE TENDANCE  
SYNDICALISTE RÉVOLUTIONNAIRE?

Le récent congrès de la F.E.N., qui s'est tenu fin janvier a confirmé une nouvelle fois la baisse d'audience de l'Ecole Emancipée: 5,03% (-0,39%). Baisse qui traduit les difficultés actuelles de la tendance. Après 68 années d'existence, l'Ecole Emancipée va-t-elle disparaître de la scène syndicale? Mais est-elle encore une tendance syndicaliste révolutionnaire?

L'ÉCOLE ÉMANCIPÉE  
1910-1968  
58 ANS DE SYNDICALISME  
RÉVOLUTIONNAIRE

En 1905 se crée la Fédération des syndicats d'Instituteurs qui adhère en 1907 à la CGT. En 1910 paraît le premier numéro de la revue de la fédération, *L'Ecole Emancipée*.

Pendant la première guerre mondiale, la fédération subit la répression à cause de son action contre la guerre, alors que les dirigeants de la CGT s'engagent dans le chauvinisme et l'union sacrée. En 1919, elle devient la Fédération des syndicats de l'Enseignement, regroupant tout le personnel de l'Education Nationale dans un même syndicat (fédération d'industrie).

En 1921, la Fédération des syndicats de l'Enseignement, lors de la scission, rejoint la CGTU (qui regroupait alors communistes et anarcho-syndicalistes). Elle s'appellera désormais la Fédération Unitaire de l'Enseignement et deviendra rapidement la seule fédération de la CGTU qui résistera à la stalinisation!

Le 27 décembre 1935 la Fédération unitaire fusionne avec la fédération générale de l'enseignement (FGE) adhérente à la CGT reformiste, précédant ainsi la réunification syndicale CGT-CGTU. Mais il faut noter que le congrès de fusion refuse la fédération d'industrie au profit de syndicats de catégorie. Devenus minoritaires au sein de la FGE, les militants majoritaires de l'ex-fédération unitaire imposent leur organisation en tendance (interdite à la CGT) et poursuivent la publication de la revue *L'Ecole Emancipée*.

Lors de la scission de 1947 (CGT et FO) l'Ecole Emancipée joue un rôle important pour maintenir l'unité de la FEN (la FGE était devenue FEN à la libération). La motion Bonnissel-Valière, adoptée au congrès du SNI de 1948, qui décida de l'autonomie, reprend largement les positions de l'Ecole Emancipée défendues par Marcel Valière.

La Fédération de l'Education Nationale devenant autonome, reconnaît l'organisation de tendance en son sein, l'Ecole Emancipée représentera alors le courant syndicaliste révolutionnaire face aux tendances autonomes (socialiste aujourd'hui «Unité, Indépendance et Démocratie») et pro-cégétiste (stalinienne devenue «Unité et Action»).

Le manifeste de 1954 des «Amis de l'Ecole Emancipée» confirme cette orientation syndicaliste révolutionnaire:

«Principes généraux:  
— L'Ecole Emancipée est une tendance syndicale organisée. Ce n'est pas une fraction politique. Elle ne représente aucun groupement extérieur au syndicat dans la FEN.

— Elle défend publiquement ses principes au sein de son organisation. Elle élabore une orientation conforme à ses principes. Elle présente dans les diverses assises syndicales sa motion d'orientation qui ENGAGE SUR LE PLAN SYNDICAL les militants qui se réclament d'elle.

— Totalement indépendante, l'Ecole Emancipée lutte contre les deux blocs: aussi bien contre le bloc représenté par le capitalisme national et international, que contre le bloc des Etats dits «socialistes».

à ses fins, et, dans un premier temps, crée les Comités d'Alliance Ouvrière des Travailleurs de l'Enseignement (CAOTE) puis, en 1969, présente aux élections FEN des listes intitulées «Ecole Emancipée pour le Front Unique Ouvrier». Les militants de l'OCI se sont donc exclus de l'Ecole Emancipée tout en lui volant son titre!

L'ÉCOLE ÉMANCIPÉE  
VERSION 1968-1978

L'échec de la tentative de l'OCI n'a pas découragé les gauchistes de tous horizons. On les a vu entrer massivement après 1968 à l'E.E. Parmi eux, les trotskistes de l'actuelle LCR n'ont pas renoncé à s'accaparer l'E.E., des textes ont d'ailleurs paru dans ce sens dans le bulletin intérieur du mini-

## Informations fichage

**Vendredi 24 mars, à la réunion du Comité de Liaison, il a été tiré le bilan de la délégation auprès du ministre Haby: refus de ce dernier de recevoir ladite délégation, ce à quoi les anarchistes ne sont guère étonnés!**

**Une manifestation a donc été décidée pour le mercredi 15 mars (entre les deux tours de scrutin). Le rassemblement aura lieu à partir de 16 h 30 au métro Rue du Bac à Paris.**

**Une réunion de coordination de tous les comités d'initiative se tiendra le vendredi 10 mars à l'Ageca (177, rue de Charonne, Paris 11<sup>e</sup>). Le prochain numéro du Monde Libéraire préciserà les modalités d'organisation de cette manifestation.**

**Une brochure sur le fichage a été réalisée par des camarades anarchistes, au prix de 2 francs l'exemplaire. Elle contient un dossier sur les différents fichages (GAMIN, AUDASS, Professionnels, etc.), une présentation du fichage scolaire: arrêté du 8 août, conséquences, réactions, comités d'initiative, des propositions d'actions. Pour la recevoir, écrire au groupe Emma Goldman, 51, rue de Lappe, 75011 Paris.**

— Elle affirme en outre l'incompatibilité entre l'appartenance à une organisation professionnelle quelconque et l'appartenance à la tendance.

— En se définissant comme branche universitaire du syndicalisme révolutionnaire, l'Ecole Emancipée n'entend nullement se replier dans un égoïsme corporatif. Au contraire. Elle se doit de répandre ses principes généraux hors de la FEN...

— Elle collabore à tout effort sérieux de réunification syndicale en s'efforçant de faire triompher les perspectives du syndicalisme révolutionnaire.

Ce manifeste conclut par: «Le but final, c'est la révolution socialiste et la gestion directe par les travailleurs après la disparition de l'exploitation du travail.»

De 1964 à 1969, un groupe trotskiste, l'OCI (les «lambertistes»), va tenter de faire de l'Ecole Emancipée sa «courroie de transmission». Les amis de l'Ecole Emancipée, sous l'impulsion de Marcel Valière, réagissent et tentent de discuter avec les militants de l'OCI. Dialogues de sourds mais l'OCI, heureusement, ne parvient pas

parti d'Alain Krivine lorsque celui-ci s'appelaient encore Ligue Communiste.

Les gauchistes ont rapidement remis en cause le caractère syndicaliste révolutionnaire de l'E.E. Ils ont tout d'abord prôné l'adhésion au SGEN-CFDT, d'autres ensuite la non-syndicalisation. Tous voulaient transformer l'E.E. en un groupuscule gauchiste d'enseignants.

L'attraction vers le SGEN des gauchistes est évidente, mais ceux-ci auraient voulu y entraîner la tendance tout entière. Alors qu'en 1947 la FEN maintenait l'unité syndicale, le SGEN se complaisait dans la division syndicale et sa propagande est toujours avant tout anti-FEN. Est-ce pour autant un syndicat révolutionnaire? Le SGEN, s'il s'est déconfessionnalisé en 1964 avec la création de la CFDT, n'en reste pas moins profondément marqué par sa pensée, son langage, ses actions, par l'humanisme chrétien qui a régné en maître sur lui pendant des années. A moins que l'on considère comme révolutionnaires ces fils de bourgeois et de petits-bourgeois (ils sont

## F.O., F.E.N.

## 30 ANS !...

FORCE Ouvrière puis la F.E.N. viennent récemment de «fêter» leur trentième année d'existence. Rappelons à ceux qui l'auraient oublié qu'il s'agit de la scission des années 1947-48 qui virent la vieille C.G.T. éclater sous la pression des politiciens, à l'époque les communistes dominés alors par la stratégie internationale de Staline, à l'intérieur de l'organisation ouvrière.

Certes, il n'y a pas de quoi pavoiser de cette scission. Elle est et il faut malheureusement s'en accommoder. S'il est de bon ton de regretter cette situation et de constater que la division a pu et continue à servir les intérêts du patronat, on ne peut pas comprendre le syndicalisme actuel sans considérer les conséquences de son éclatement qui modèrent son action et expliquent les diverses orientations qu'il a pu prendre soit par surenchère, soit tout bonnement par la dissociation de sa pratique, délaissant l'aspect révolutionnaire au profit d'un réformisme bon teint.

Il n'est pas rare dans certains milieux de la gauche révolutionnaire d'entendre une critique infantile du syndicalisme parant celui-ci de multiples responsabilités d'échecs dont celui, le plus couramment entendu, de l'embourgeoisement de la classe ouvrière à partir de la satisfaction de ses besoins catégoriels et alimentaires, comme s'il suffisait aux bureaucraties syndicales de manier la question sociale selon le seul bon vouloir. C'est oublier un peu vite que le système capitaliste possède ses propres forces d'évolution. Qu'il a partiellement compris la nécessité économique de hausser le pouvoir d'achat des travailleurs-consommateurs, et qu'en définitive, les plus importants acquis de la classe ouvrière ne furent possibles qu'après des luttes extrêmement dures.

Loïn de nous de déifier un syndicalisme dans lequel nous nous reconnaissons mal et qui sans renier ses origines les oublie un peu facilement. Mais de là à le rejeter, il y a un vide que nous ne franchirons pas. Il faut raisonner le problème à long terme car, malgré les défauts que nous lui connaissons, les évolutions qu'il a subies, certaines pratiques que nous dénonçons, il reste encore un moyen de prise de conscience important - n'oublions pas que la classe ouvrière française est l'une des plus faiblement syndicalisées - et une structure de lutte dans laquelle nous, anarchistes, pouvons agir, étant entendu que le syndicalisme a des règles et un dynamisme qui lui est propre.

Bien sûr, certains pourront ne pas s'y sentir à l'aise. Le groupe anarchiste d'entreprise peut répondre à cet état de fait. C'est une affaire d'appréciation personnelle, en aucun cas contradictoire. Structure autonome du syndicalisme ou structure-relais, c'est un moyen parmi d'autres pour agir et sans doute pour obliger le mouvement syndical à retrouver sa raison première d'exister, c'est à dire la disparition définitive du patronat et du salariat.

F.O., F.E.N. 30 ans d'existence... Un anniversaire qu'il faudrait mieux ignorer car le prolétariat n'y a rien gagné.

R.B.

nombreux dans le secondaire et le supérieur) qui confondent depuis quelques années la révolution avec le chahut des congrès de la JEC (Jeunesse Etudiante Chrétienne) qu'ils ont connu pendant leur tendre enfance.

Il faut noter par ailleurs que depuis 1968, l'E.E. s'est surtout développée dans le secondaire, comme le SGEN, alors qu'elle a régressé chez les instituteurs d'origine sociale beaucoup plus modeste d'une manière générale.

Tout cela s'est traduit, en 1975, par la volonté d'harmoniser les écrits et la pratique, et on a proposé aux amis de l'E.E. un «consensus» qui aurait annulé le manifeste de 1954. Ce «consensus» voulait en fait, sans le dire, transformer l'E.E. en mouvement politique gauchiste, aucune allusion au syndicalisme révolutionnaire n'étant faite! Et il admettait au sein de l'E.E. la présence de syndiqués SGEN, CGT et de non-syndiqués. L'unanimité ne s'est pas faite, le «consensus» ne fut pas adopté, mais dans la pratique on oublie toujours la manifeste de 1954.

A l'heure actuelle, la LCR tente de faire adopter sa position politique: constitution d'un gouvernement PC-PS indépen-

dant de la bourgeoisie! Heureusement, il y a des réactions hostiles, mais toutes ces pratiques posent le problème du devenir même de l'E.E. Le nombre d'adhérents diminue, le nombre d'abonnés à la revue aussi, de même que l'audience dans les différents syndicats de la FEN. On voit aussi les vieux militants syndicalistes révolutionnaires quitter l'E.E., ainsi Louis Bocquet, adhérent depuis 32 ans et ancien responsable de la revue écrit dans le dernier bulletin intérieur:

«Je veux bien militer au sein d'une tendance syndicaliste révolutionnaire et en même temps dans une organisation syndicale regroupant la majorité des enseignants qui se réclament de l'unité syndicale, je ne vois pas l'utilité de le faire dans une espèce de club où se retrouvent révolutionnaires et révoltés, des syndiqués FEN ou CFDT, des non-syndiqués.»

Voilà! Les gauchistes ont amené l'E.E. au bord du gouffre et il est grand temps de se mobiliser pour reconstruire une grande tendance syndicaliste révolutionnaire au sein de la FEN pour ne pas laisser aux réformistes et aux stalinieniens la mainmise sur les syndiqués.

Léon ALBERT